

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 216

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Contre Verbois

Notre travail sur les centrales nucléaires (DP 213 et 214) nous a valu un important courrier, dont nous aurons certainement l'occasion de faire état dans ces colonnes : la controverse ne fait en effet que commencer sur ce thème en Suisse romande.

Pour l'instant, nous livrons à l'attention de nos lecteurs cette lettre qui met en cause en particulier les conclusions de notre éditorial « Un, dix, cent Verbois ! ». A cela une raison bien précise : les thèses que défendent nos correspondants rejoignent celles auxquelles était acquise une partie importante des collaborateurs de DP ayant participé à l'étude en question.

L'alternative est maintenant clairement établie. Pour des raisons d'efficacité politique, notamment, s'impose-t-il de répondre « non, à moins que... » à Verbois, plutôt que « oui, mais » ?

Chers amis,

Nous attendions avec une certaine impatience votre dossier sur l'énergie nucléaire. Nous sommes déçus. Nous étions habitués à bien plus de rigueur et nous n'avons pas retrouvé dans votre analyse les qualités qu'habituellement nous apprécions tant. Voici donc les points principaux sur lesquels portent notre étonnement et notre déception :

Si l'historique du « débat nucléaire » a été bien fait, votre dossier (N° 214) par contre garde sur deux importantes faces du problème un agaçant silence : rien sur les aspects économique et politique...

De plus, pourquoi l'éditorial insinue-t-il que le nucléaire, c'est l'indépendance énergétique, alors que tout le monde sait que l'uranium fait l'objet d'un monopole américain ? Quant au gaspillage

qu'entraîne notre mode de vie, va-t-il se résorber à coup de bonnes intentions ?

Aspect économique. Dans le dossier, on passe sous silence l'« orientation » des conclusions que les promoteurs de l'électro-nucléaire tirent des statistiques. Tout le monde sait qu'il est possible d'extraire ce que l'on désire d'une statistique bien manipulée, mais sait-on assez que nos promoteurs ne s'en privent pas ? Exemple flagrant (entre d'autres) : on nous dit « la consommation des ménages augmente » ; or on se met à compter non seulement l'artisanat mais aussi le commerce sous la consommation domestique : donc les grands magasins aveugles et climatisés ! Dans le tableau de la puissance nucléaire, on tient largement compte (sans le dire !) du fait que les centrales fonctionnent rarement à plein rendement. On le fait pour toutes sortes de raisons, entre autres pour laisser aux inévitables bulles techniques le temps de faire surface ! La chose arrive même chez nous...

Le dossier ne dit rien non plus sur la façon dont l'évaluation des besoins est faite. Les perspectives de croissance économique des promoteurs ne sont tout de même pas les nôtres, elles sont pour le moins discutables par leur ignorance délibérée des phénomènes de saturation dont nous commençons à souffrir ! Sans compter que construire même un seul Verbois nucléaire (sans oublier les centrales déjà construites en Suisse ou en voie de l'être), n'est-ce pas encourager le gaspillage d'une énergie noble ? N'est-ce pas pousser à la construction d'immeubles mal isolés et encourager la climatisation, normalement inutile chez nous ? D'ailleurs, la consommation de combustibles fossiles va-t-elle régresser simplement parce qu'on fait croître la consommation d'électricité ?

Enfin pourquoi taire que les énergies de remplacement font défaut, non par impossibilités techniques, mais d'abord parce que tous les crédits de recherche (98 % aux Etats-Unis) ont fondu dans les réacteurs nucléaires ? Et en Suisse, combien a coûté Lucens ?

Du côté politique, il faut signaler que les experts

ne sont pas neutres. Tous ont, peu ou prou, un pied dans l'industrie nucléaire. Ce n'est pas un reproche, mais une constatation qui a son importance, qu'on le veuille ou non !

Ensuite, le fameux rapport de forces entre les promoteurs de l'industrie électrique si rentable et les collectivités publiques n'est pas près de changer tant que l'information, les propositions et les décisions sont confiées au grand capital international. N'oublions pas qu'actuellement les firmes américaines cherchent à placer en Europe et dans le Tiers-monde les centrales que les Américains ne veulent plus !!!

Quant à votre conclusion, croyez-vous vraiment qu'en autorisant même un seul Verbois nucléaire, nos députés sauront quelle politique mener ? Verseront-ils les crédits de recherche indispensables à la promotion d'autres formes d'énergie, s'ils ne sont pas conscients de l'hypothèque que nous tirons sur l'avenir ? (A ce propos, vous auriez pu mettre la courbe de l'augmentation des déchets hautement radioactifs en regard de celle de la puissance nucléaire installée ; c'est très suggestif...)

Pensez-vous que, dans l'actuelle euphorie de consommation, les députés qui vont être élus à Genève en octobre sauront imaginer les lois nécessaires pour faire cesser immédiatement le gaspillage ? Ne vaudrait-il pas mieux un peu les pousser, par l'absence de Verbois nucléaire, à revoir pendant qu'il est encore temps leurs actuelles positions ? Il faudrait surtout montrer que, dans cette affaire, c'est une fois de plus la principale intéressée, la population, qui n'a pas été placée devant un véritable choix. Mais où est le choix véritable quand l'information et l'économie subissent l'orientation des milieux d'affaires ?

Nous nous arrêterons donc et ne parlerons pas de la nécessité d'une redistribution des pouvoirs, ni du chemin vers l'autosuggestion des communautés publiques, pourtant nécessaires à une sauvegarde de la qualité de la vie...

En toute amitié.

Signé : René et Erika Sutter